



**PRÉFET
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale de la Somme
53, rue de la Vallée
80040 Amiens Cedex 1

Amiens, le 13/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CALIPSO

86 BD DE LA REPUBLIQUE
BP 70015
80100 Abbeville

Références : 2025-E30100
Code AIOT : 0005102093

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/04/2025 dans l'établissement CALIPSO implanté 14 avenue des Fusillés BP 4 80150 Crécy-en-Ponthieu. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CALIPSO
- 14 avenue des Fusillés BP 4 80150 Crécy-en-Ponthieu
- Code AIOT : 0005102093
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CALIPSO exploite des installations de stockage de céréales, d'engrais et de produits

phytosanitaires sur la commune de Crécy-en-Ponthieu. Les installations sont réglementées notamment par l'arrêté préfectoral du 23 décembre 1987.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant transmettra l'étude de danger existante sous un délai de deux mois.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
2	Stockage	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.7	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
3	Accessibilité au site et circulation	Arrêté Préfectoral du 13/10/2011, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Découplage	Arrêté Préfectoral du 13/10/2011, article 7.b)	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
5	Plan d'opération interne	Arrêté Préfectoral du 23/12/1987, article 10.2	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'état des stocks est incomplet, erroné et difficilement accessible.

L'affichage adéquat, au niveau des stockages afin de connaître à tout moment la nature de l'ensemble des produits qui sont stockés, n'est pas mis en place au niveau des engrais.

Le libre accès des services de secours à la réserve incendie en cas d'incendie n'est pas effectif.

L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de l'efficacité et de la fiabilité des mesures mises en place au niveau des portes de découplage.

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un plan d'organisation interne.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Généralités
Prescription contrôlée : [...] <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p>

[...]

Constats :

Pour rappel, lors de la précédente visite d'inspection du 02/05/23, l'inspection des installations classées avait formulé l'observation suivante : "L'exploitant modifiera sa procédure (fiche réflexe) afin que l'état des stocks qui sera édité en cas de sinistre corresponde bien à celui qui associe les produits aux rubriques ICPE".

L'inspection demande au responsable d'exploitation et au coordinateur d'exploitation de lui fournir la procédure (fiche réflexe) visée dans l'observation ci-dessus. Le responsable d'exploitation recherche pendant de longues minutes sur son ordinateur et présente à l'inspection un fichier d'état des stocks. L'inspection demande si l'état des stocks peut être réalisé par rubrique ICPE. Le responsable d'exploitation demande au coordinateur d'exploitation de fournir ces documents à l'inspection. L'inspection demande alors, une nouvelle fois, au responsable d'exploitation de fournir le document.

Le coordinateur d'exploitation présente un état des stock par rubriques ICPE des produits phytosanitaires uniquement. L'inspection demande à avoir l'état des stocks par rubrique ICPE de l'ensemble des matières combustibles stockées (céréales, engrais, etc...). Le coordinateur transmet ces informations plusieurs dizaines de minutes plus tard (environ 40 minutes).

L'inspection souligne qu'un courriel a été transmis à l'exploitant le 04/04/25, indiquant : "pourriez vous reprendre les observations formulées lors des précédentes visites d'inspection et préparer tout document ou justificatifs qui répondent à ces observations ?".

En parallèle, le responsable d'exploitation a fourni deux documents à l'inspection :

- "Consignes pour les services de secours" et "Dispositions relatives à l'activité engrais".

- La consigne pour les services de secours indique que "Dans l'attente de l'arrivée des secours, collecter un maximum d'informations qui permettront une intervention plus rapide des pompiers ; [...], Produits éventuellement dangereux stockés à proximité de l'incendie (type et quantité)". L'inspection note que la mention sur les notions ICPE a été ajoutée en écriture manuscrite sur le document imprimé.
- Le document "Dispositions relatives à l'activité engrais" ne répond pas quant à lui à la demande de l'inspection car il ne constitue pas une procédure (fiche réflexe) afin que l'état des stocks complet édité en cas de sinistre corresponde bien à celui qui associe les produits aux rubriques ICPE.

Concernant les états des stocks présentés:

- l'état des stocks de céréales présente les quantités de céréales en tonnes par types de céréales (blé, colza, etc.). La rubrique ICPE 2160 n'est pas associée à l'état des stocks;

- l'état des stocks d'engrais précise les quantités d'engrais en tonnes et en litres par désignation d'engrais. Les rubriques ICPE sont associées à l'état des stocks d'engrais;

- l'état des stocks des produits phytosanitaires est présenté par rubriques ICPE, avec le "tonnage stocké", et le "tonnage autorisé du site". Les valeurs indiquées dans la colonne "Tonnage stocké" sont en rouge pour les rubriques 4510 et 4511, ainsi que pour les produits non classés. Les "tonnages autorisés du site" sont notés égaux à 0.

L'inspection constate que la quantité de produits classés dans la rubrique 4510 est égale à 143 tonnes. La société CALIPSO est autorisée à stocker 35T de produits classés dans la rubrique 4510 (seuil de la déclaration). Le seuil de l'autorisation étant fixé à 100T, l'inspection informe l'exploitant qu'il ne respecte pas la réglementation. L'exploitant indique alors à l'inspection que la

quantité correspond à des litres et non des tonnes. L'inspection n'a pas vérifié sur le terrain les quantités de produits phytosanitaires réellement présentes par manque de temps, l'exploitant n'ayant pas rassemblé les éléments justificatifs demandés en amont de la visite d'inspection. L'inspection indique à l'exploitant que l'état des stocks fourni pour les produits phytosanitaires doit être revu (unités, quantité maximale autorisée).

L'exploitant déclare que le stock de carburant présent sur le site n'est pas répertorié dans un état des stocks. L'inspection n'a pas visité l'ensemble du site et n'a pas donc répertorié l'intégralité des matières combustibles présentes sur le site, ce travail relevant de la responsabilité de l'exploitant. L'état des stocks est donc incomplet, erroné et difficilement accessible.

L'inspection propose au Préfet de la Somme de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.7

Thème(s) : Risques accidentels, Plan

Prescription contrôlée :

Un affichage adéquat est mis en place au niveau des stockages afin de connaître à tout moment la nature de l'ensemble des produits qui sont stockés que ce soit des engrais ou non.

Cet affichage indique notamment la rubrique de la nomenclature des installations classées et la catégorie à laquelle appartient l'engrais.

L'emplacement des cases de stockage est repérable de l'extérieur du magasin de stockage ou du stockage couvert, chaque mur (ou paroi) de séparation des tas ou îlots est figuré par un repère clairement identifié, visible sur la paroi extérieure.

[...]

Constats :

Lors de la précédente visite d'inspection du 02/05/2023, le constat suivant était formulé par l'inspection: "[...] Le panneau extérieur d'identification d'une des cellules était manquant, l'exploitant a transmis par mail du 05/06/2023 des photos du panneau remis en place". Il s'agissait du panneau d'identification des cases de stockage d'engrais.

Le jour de la visite d'inspection (le 29/04/25), le panneau était présent. Néanmoins, il ne mentionne pas la rubrique de la nomenclature des installations classées et la catégorie à laquelle appartient l'engrais (catégorie I, II, III ou IV).

L'inspection n'a pas vérifié que l'affichage est mis en place au niveau des autres stockages (autre que les engrais). Pour rappel, l'affichage adéquat afin de connaître à tout moment la nature de l'ensemble des produits stockés doit également être mis en place pour les stockages autres que les engrais.

L'inspection propose au Préfet de la Somme de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Accessibilité au site et circulation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/2011, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, accès pompiers
Prescription contrôlée : <p>Sans préjudice de réglementations spécifiques, toutes dispositions doivent être prises afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance ne puissent par avoir accès aux installations (clôture, panneaux d'interdiction de pénétrer, etc.).</p> <p>Les dispositifs doivent permettre l'intervention des services d'incendie et de secours et l'évacuation rapide du personnel.</p>
Constats : <p>Lors de la visite d'inspection du 02/05/2023, le constat suivant avait été formulé: "Sur la droite du site, entre le silo A et la limite de propriété, il a été constaté qu'un grillage avait été posé, empêchant l'accès direct, depuis la route, à la réserve incendie située derrière le silo B. Ce point doit être éclairci par l'exploitant: s'il s'agit bien d'une voie engin dédiée au SDIS, ce grillage doit être retiré et remplacé par une grille ou une barrière qui pourra facilement être ouverte (fermeture par une chaîne par exemple). Une réponse sur ce point est attendue."</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 29/04/25, ce grillage était toujours présent.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant devra demander l'avis du SDIS concernant les accès au site en cas d'incendie dans un délai de deux mois. Il transmettra la réponse du SDIS à l'inspection des installations classées sous ce même délai.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Découplage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/2011, article 7.b)		
Thème(s) : Risques accidentels, Découplage		
Prescription contrôlée :		
[...]		
L'exploitant s'assure de l'efficacité et de la pérennité des découplages mis en place:		
Volume A	Volume B	Nature du découplage

[...]	[...]	[...]
Tour du silo O	Galerie supérieure du silo O	Porte (sens d'ouverture vers la tour) et paroi avec une pression de résistance de 50 mbar
Tour du silo O	Galerie de reprise du silo O	Porte (sens d'ouverture vers la tour) et paroi avec une pression de résistance de 50 mbar

Lorsque le découplage comprend ou est assuré par des portes, celles-ci sont maintenues fermées, hors passages, au moyen de dispositifs de fermetures mécaniques. L'obligation de maintenir les portes fermées doit a minima être affichée.

[...]

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées les factures, copies des procédures établies, compte rendu de visite d'expert, étude de dimensionnement, etc..., qui permettent de justifier de l'efficacité et de la fiabilité des mesures mises en place.

Constats :

L'inspection a contrôlé les portes de découplage de la tour du silo O.

Pour la galerie supérieure du silo O, la porte s'ouvre bien vers la tour.

Pour la galerie de reprise du silo O, le sens d'ouverture de la porte est vers la galerie et non vers la tour. L'exploitant explique qu'en cas d'explosion de la tour, la porte est maintenue fermée par un système de loquet de fermeture.

L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que le système est équivalent en efficacité et fiabilité.

L'inspection propose au Préfet de la Somme de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Plan d'opération interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/1987, article 10.2

Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'opération interne

Prescription contrôlée :

[...]

Un Plan d'Opération Interne sera établi en liaison avec les Services concernés.

Ce plan sera tenu constamment à jour; il devra pouvoir être tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Ce plan définira les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'incident ou d'accident pour assurer la protection du personnel, des populations et de l'Environnement.

[...]
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un plan d'organisation interne. La prescription susvisée n'est pas respectée. L'inspection propose au Préfet de la Somme de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois